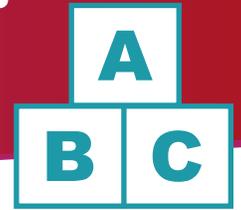


LE PLAN À 10 \$ PAR JOUR : PROGRÈS ET RÉUSSITES



Le NPD, le mouvement syndical et des groupes de défense se sont battus pendant des décennies pour obtenir un système national et universel d'apprentissage et de garde des jeunes enfants offrant des services abordables et de qualité.

Des services à 10 \$ par jour sont une réalité dans une majorité de provinces et de territoires et sont en voie de le devenir dans le reste du Canada d'ici mars 2026.

Depuis son adoption, le plan pour des services de garde à 10 \$ par jour :

- a aidé à rendre les services éducatifs à la petite enfance **plus abordables pour près d'un million de familles**;
- a financé la création de **150 000 nouvelles places**;
- a fourni des fonds aux provinces et territoires pour **améliorer les salaires et les conditions de travail** dans le secteur;
- a **soulagé financièrement les travailleuses et travailleurs** et les familles pendant cette crise du coût de la vie.

Le plan génère une participation historique des mères ayant de jeunes enfants au marché du travail et a **contribué au PIB canadien à la hauteur de 32 milliards en 2024**.

Protégeons nos services éducatifs à la petite enfance.

Démanteler le programme mettrait les travailleuses et travailleurs, les familles, les communautés et l'économie entière à risque en cette période d'incertitude économique causée par les menaces tarifaires de Trump. Plus que jamais, on a besoin de services éducatifs à la petite enfance qui sont stables, abordables et de qualité.

Pour garantir à chaque famille l'accès à des services publics de qualité, il faut :

- Un engagement de tous les partis politiques à maintenir et élargir le plan à 10 \$ par jour.
- Une hausse du financement public afin d'améliorer considérablement les conditions de travail et le salaire du personnel en éducation à la petite enfance.
- Une planification publique et un programme de financement pour accroître le nombre de places dans des centres publics et sans but lucratif.

Le NPD : un allié indispensable

Les néo-démocrates ont toujours défendu nos services publics, comme les services éducatifs à la petite enfance, et les travailleuses et travailleurs qui les offrent.

- Jagmeet Singh et le NPD ont utilisé leur pouvoir au Parlement pour faire **adopter la première loi fédérale canadienne sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants**, qui assurait un financement fédéral à long terme du plan à 10 \$ par jour. Ils se sont battus pour s'assurer que la loi prioriserait les services publics et à but non lucratif.
- Jagmeet Singh et le NPD **sont déterminés à créer plus de places dans des établissements publics et à but non lucratif** afin que toutes les familles puissent accéder à des services abordables de qualité.
- Jagmeet Singh et le NPD sont à **l'écoute des travailleuses et travailleurs en éducation à la petite enfance** et appuient leurs revendications pour un salaire plus élevé et de meilleures conditions de travail.



SCFP

L'éducation à la petite enfance est indispensable à la création de communautés saines et prospères. Ce secteur doit être financé publiquement et bénéficier de la même reconnaissance que notre système d'éducation.

DÉFIS DU SECTEUR

Pénurie de places

Avec le plan à 10 \$ par jour, plus de familles ont les moyens d'accéder aux services. Par conséquent, la demande augmente. Comme le nombre de places demeure insuffisant, les listes d'attente s'allongent.

Manque de valorisation

La valeur du personnel en éducation à la petite enfance n'est pas reconnue. La pénurie de main-d'œuvre qui en résulte limite la croissance des programmes.

Il n'existe pas de stratégie nationale de la main-d'œuvre en éducation à la petite enfance, et les progrès réalisés pour l'amélioration des conditions de travail demeurent inégaux à l'intérieur du pays. Certaines provinces refusent d'adopter une grille salariale qui hausserait le salaire de tout le personnel, et seulement quelques-unes ont mis en place des régimes de retraite et d'assurance collective pour l'ensemble du secteur.

Menace du secteur à but lucratif

Une partie du financement fédéral subventionne des fournisseurs à but lucratif qui offrent des services en fonction de profits potentiels et non en fonction des besoins. En cherchant à maximiser leurs profits au détriment des salaires et des conditions de travail, les fournisseurs à but lucratif ne font qu'empirer les problèmes auxquels font face les travailleuses et travailleurs du secteur.

LE PLAN À 10 \$ PAR JOUR : EN PÉRIL AVEC LES CONSERVATEURS ET LES LIBÉRAUX

- La dernière fois que les conservateurs ont été au pouvoir, ils **ont annulé** les ententes fédérales avec les provinces concernant les services éducatifs à la petite enfance. Plutôt que de garantir l'accès à des services abordables, accessibles et de qualité, les conservateurs ont envoyé des chèques mensuels de 100 \$, qui ont à peine réduit les coûts assumés par les parents.
- Chaque année depuis l'annonce du plan à 10 \$ par jour en 2021, **l'ensemble des député(e)s du Parti conservateur ont voté contre** son financement.
- Bien que Pierre Poilievre affirme qu'aucun enfant bénéficiant actuellement d'une place à 10 \$ par jour ne la perdra, **il refuse de s'engager** sur l'avenir du plan à long terme.
- Pierre Poilievre a l'intention d'**ouvrir les vannes au secteur privé**, où les profits primeront sur la qualité des services et les conditions de travail.
- Mark Carney dit qu'il maintiendra le plan actuel. Toutefois, il **ne s'est pas engagé** à créer plus de places ou à restreindre la participation des fournisseurs à but lucratif. Il ne faut pas se méprendre : c'est un riche banquier entretenant des liens étroits avec des investisseurs privés.
- Mark Carney **n'a même pas reconnu les défis** auxquels fait face le personnel en éducation à la petite enfance.

On ne peut faire confiance ni à Pierre Poilievre ni à Mark Carney.



SCFP